

Manifestations lycéennes dans les JT de France 2 : le naufrage et la honte



Nous n'étions pas d'accord.

Ce qui a été diffusé ce week-end dans les journaux télévisés de France 2 ne reflète pas le choix de toute la rédaction. Le message porté aujourd'hui en assemblée générale est sans équivoque. Et il est important de se le dire entre nous, journalistes à la rédaction nationale de France Télévisions, mais aussi de l'écrire pour notre public, dont les courriers inondent notre médiateur.

Le "sujet" de 11 minutes diffusé dans le 20h de dimanche fait particulièrement réagir. Un enchaînement d'images violentes sans contextualisation, avec quelques mots de commentaire et un leader politique perdu au milieu de ce bric-à-brac, interviewé dans la manifestation pacifique, et dont les paroles sont totalement hors contexte.

La ligne de défense de la direction ? Ce format dépendait de la partie magazine, pas des équipes du journal. Seul le rédacteur en chef de cette partie magazine, missionné par le directeur de l'information, l'a donc validé. Plusieurs responsables de la rédaction ont découvert le désastre en direct !

De manière plus globale, depuis plusieurs semaines, nous faisons remonter nos questionnements, nos désaccords, nos inquiétudes sur la couverture de cette crise, initiée par des lycéens de tous les horizons. Les éditions ont parfois écouté nos messages, mais un déséquilibre demeure.

C'est désespérant, la fascination pour la violence des images, leur caractère inédit, ce qui peut faire du buzz sur les réseaux sociaux, l'emportent sur le cœur de notre mission : le droit du public à une information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste. Notre charte de déontologie, rédigée dès 1918, est pourtant claire : cette responsabilité vis-à-vis du citoyen prime sur toute autre.

Voilà donc où nous en sommes : nos journaux racontent aujourd'hui le réel à travers un prisme qui néglige d'autres images : celles de manifestants pacifiques, parfois joyeux, qui ont des arguments à faire valoir et que l'on entend si peu.

Oublié ce décryptage qui fait tout l'ADN de notre métier. Oubliées les questions qui se posent sur la doctrine du maintien de l'ordre. Pas de sociologues dans nos journaux pour en débattre, plutôt des vitrines cassées, des magasins pillés et des poubelles qui brûlent. Oubliée aussi la salutaire confrontation des idées dans un collectif mobilisé sur ses missions, mais soumis à la pression et à une hiérarchie devenue sourde. Une hiérarchie qui depuis des mois refuse des sujets explicatifs sur l'univers de l'éducation, des reportages en banlieue pour montrer autre chose que la casse, des sujets politiques sur l'absence de réponse du pouvoir aux différentes revendications des citoyens.

Non, elle opte pour ce qui choque, ce qui frappe les esprits et renonce à expliquer comment on en est arrivé là.



Le sentiment est largement partagé : nous avons renoncé à donner des clefs pour comprendre la complexité du monde. Le week-end dernier est l'apothéose de ce naufrage éditorial, reconnu par la direction elle-même, noyée sous les réactions de notre public sidéré, qui réclame le retour d'un vrai service public et non un nouveau canal pour attiser la haine et la peur dans notre pays.

Un tel traitement de la crise actuelle met d'ailleurs nos équipes en danger sur le terrain. La télévision de service public est désormais assimilée à toutes celles dont le seul modèle est la course à l'audience, quitte à renoncer à toute déontologie.

À 6 mois d'un rendez-vous électoral majeur, cette trajectoire nous fait honte, elle est indigne. La grande majorité des journalistes de France 2 a bien conscience des enjeux de 2027 et des responsabilités qui sont les siennes. Elle réclame aujourd'hui un retour à la raison.

Le Syndicat national des journalistes revendique une nouvelle fois un débat éditorial interne à la hauteur de cet enjeu. Nous voyons aujourd'hui toutes les limites et les vices d'un fonctionnement en vase clos qui exclut la grande majorité des journalistes (considérés comme des exécutants) de l'essentiel des discussions éditoriales. Il faut en finir avec la confiscation du "journal de la rédaction" par un tout petit nombre de hiérarques tout-puissants. La direction doit recréer des espaces réguliers d'échange, de débat, de confrontation parfois. Nous ne cesserons de l'exiger, dans l'intérêt collectif.

Paris, le 21 octobre 2026

Syndicat National des Journalistes
Maison France Télévisions - Bureau D 142
snj@francetv.fr - 01 56 22 88 28